

100 %
DROIT



DROIT CONSTITUTIONNEL ET INSTITUTIONS POLITIQUES

2^e édition

JEAN-CLAUDE ZARKA



*Illustré par
des extraits de textes
et de décisions
de justice*

ellipses

Table des matières

Introduction	15
I – Qu'est-ce que le droit ?	15
II – Qu'est-ce que le droit constitutionnel ?	16

Partie I

Les grandes notions du droit constitutionnel

Chapitre 1	
L'État	21
Section I	
La notion d'État	22
§ 1 – Les conceptions de la naissance de l'État	22
§ 2 – Les caractéristiques de l'autorité étatique	23
§ 3 – L'État, le droit naturel et le positivisme	27
§ 4 – Les critiques de l'État	29
Section II	
Les conditions d'existence de l'État	31
§ 1 – Le territoire	31
§ 2 – La population ou la nation	31
§ 3 – Le gouvernement	34
Section III	
Les formes d'organisation de l'État	35
§ 1 – L'État unitaire	35
§ 2 – Les États composés	50

Chapitre 2	
La Constitution	61
Section I	
La notion de Constitution	62
§ 1 – Constitution et État	63
§ 2 – Constitution sociale et Constitution politique	64
§ 3 – Constitution et constitutionnalisme	64
Section II	
Les différentes formes de Constitution	66
§ 1 – Les constitutions écrites	66
§ 2 – Les constitutions coutumières	66
§ 3 – Les constitutions souples	70
§ 4 – Les constitutions rigides	71
Section III	
L'élaboration et la révision de la Constitution	75
§ 1 – L'établissement de la Constitution	75
§ 2 – La révision de la Constitution ou le pouvoir constituant dérivé	77
Section IV	
La Constitution et la hiérarchie des normes juridiques	81
Section V	
La coutume constitutionnelle	83
§ 1 – La notion de coutume constitutionnelle	83
§ 2 – Le rôle de la coutume constitutionnelle	84
Section VI	
Les « conventions de la Constitution »	85
Section VII	
Les Déclarations des droits	86
Chapitre 3	
Le contrôle de constitutionnalité	93
Section I	
L'expérience du contrôle politique de constitutionnalité	94
Section II	
Le débat sur la nécessité d'instaurer un contrôle de constitutionnalité des lois	96

Section III	
Le modèle américain de justice constitutionnelle	97
§ 1 – Les caractéristiques du modèle américain	98
§ 2 – La Cour suprême des États-Unis	98
Section IV	
Le modèle européen de justice constitutionnelle	104
§ 1 – L'origine du modèle européen	104
§ 2 – Les caractéristiques du modèle européen	105
Chapitre 4	
La démocratie	109
Section I	
La théorie de la souveraineté nationale et la démocratie représentative	111
Section II	
La théorie de la souveraineté populaire et la démocratie directe	113
Section III	
La démocratie semi-directe	115
§ 1 – La notion de démocratie semi-directe	115
§ 2 – Les techniques de démocratie semi-directe	116
§ 3 – La France et la démocratie semi-directe	123
Section IV	
Le droit de pétition	125
§ 1 – Le droit de pétition et le Parlement	125
§ 2 – Le droit de pétition local	125
§ 3 – La saisine du Conseil économique, social et environnemental par voie de pétition citoyenne	126
Section V	
La protection de la démocratie	127
Chapitre 5	
Séparation des pouvoirs et régimes politiques	129
Section I	
Le principe de la séparation des pouvoirs	130
§ 1 – John Locke	130
§ 2 – Montesquieu	131

Section II	
Les formes classiques de la séparation des pouvoirs	132
§ 1 – La séparation souple des pouvoirs ou le régime parlementaire	132
§ 2 – La séparation stricte des pouvoirs ou le régime présidentiel	155
Section III	
La négation du principe de la séparation des pouvoirs : les régimes de confusion des pouvoirs	166
§ 1 – La confusion des pouvoirs au profit du législatif ou le régime d’assemblée	167
§ 2 – La confusion des pouvoirs au profit de l’exécutif ou le régime autoritaire	169
Section IV	
Les limites de la théorie de la séparation des pouvoirs	171
Chapitre 6	
Les modes de scrutin	173
Section I	
Les systèmes proportionnels	174
§ 1 – La proportionnelle intégrale	175
§ 2 – La proportionnelle approchée	176
§ 3 – Les « seuils » de représentation	176
§ 4 – Avantages et inconvénients du système proportionnel	177
Section II	
Les systèmes majoritaires	177
§ 1 – Le scrutin uninominal	177
§ 2 – Le scrutin plurinominal	178
§ 3 – Le scrutin majoritaire à un tour	179
§ 4 – Le scrutin majoritaire à deux tours	181
§ 5 – Les effets du scrutin majoritaire à deux tours sous la V ^e République	183
§ 6 – Avantages et inconvénients du système majoritaire	185
Section III	
Les systèmes mixtes	185
§ 1 – Le système français des « apparentements »	186
§ 2 – La loi électorale municipale française	187
§ 3 – Le système mixte allemand	188
§ 4 – L’introduction d’une part de proportionnelle pour l’élection en France des députés	189

Partie II

Les institutions politiques françaises

Chapitre 1

La Constitution française de 1958 197

Section I

L'origine de la Constitution de 1958 198

Section II

L'élaboration de la Constitution de 1958 199

§ 1 – La rédaction de l'avant-projet de Constitution 199

§ 2 – Les conditions de fond énoncées
par la loi constitutionnelle du 3 juin 1958 200

§ 3 – Les conditions de forme énoncées
par la loi constitutionnelle du 3 juin 1958 202

§ 4 – La régularité de la procédure utilisée
pour élaborer la Constitution de 1958 204

Section III

Les caractéristiques essentielles de la Constitution de 1958 207

§ 1 – La Constitution de 1958 et la restauration
du pouvoir exécutif 207

§ 2 – La Constitution de 1958 et l'infériorisation
du pouvoir législatif 207

§ 3 – La Constitution de 1958 et le régime parlementaire 208

§ 4 – La Constitution de 1958 et les partis politiques 209

§ 5 – La Constitution de 1958 et l'Union européenne 210

Section IV

La Constitution de 1958 à l'épreuve de la pratique 211

§ 1 – Constitution et présidentialisme 211

§ 2 – Constitution et cohabitation 214

Section V

Les révisions de la Constitution de 1958 215

§ 1 – Les procédures de révision 215

§ 2 – Les révisions de la Constitution de la V^e République 218

Chapitre 2

L'élection et le statut du président de la République	221
Section I	221
L'élection du président de la V ^e République	221
§ 1 – Le système initial: l'élection au suffrage universel indirect	221
§ 2 – Le système actuel: l'élection au suffrage universel direct	222
§ 3 – Les critiques du mode actuel de désignation du Président de la République	228
Section II	
Le statut du président de la V ^e République	230
§ 1 – Le quinquennat présidentiel	230
§ 2 – L'interruption du mandat présidentiel	231
§ 3 – Le statut pénal du chef de l'État	232
§ 4 – L'irresponsabilité politique du président de la République	237

Chapitre 3

Les pouvoirs du président de la République	239
Section I	
Les pouvoirs propres du président de la République	239
§ 1 – La nomination du Premier ministre	239
§ 2 – Le référendum législatif de l'article 11	240
§ 3 – Le pouvoir de dissolution	242
§ 4 – Les pouvoirs exceptionnels de l'article 16	245
§ 5 – Le droit de message du chef de l'État et l'intervention du Président devant le Parlement	246
§ 6 – Le droit de saisine du Conseil constitutionnel	248
§ 7 – Le pouvoir de nommer trois des membres du Conseil constitutionnel	249
Section II	
Les compétences liées du Président de la République	249
§ 1 – Les pouvoirs présidentiels vis-à-vis du Parlement	249
§ 2 – La signature des ordonnances et des décrets	251
§ 3 – La nomination et la « révocation » des ministres	255
§ 4 – Les pouvoirs présidentiels concernant l'autorité judiciaire	255
§ 5 – La présidence du Conseil des ministres	256
§ 6 – La nomination aux emplois supérieurs de l'État	257
§ 7 – Le président et la procédure de révision de l'article 89	258
§ 8 – Les pouvoirs diplomatiques et militaires	259
§ 9 – Le chef de l'État et les consultations locales	261
§ 10 – Le référendum de l'article 88-5	261

Chapitre 4	
L'organisation du Gouvernement	263
Section I	
La nomination du Gouvernement	263
Section II	
Les incompatibilités gouvernementales	264
Section III	
Les obligations en matière de transparence et de déontologie	265
Section IV	
La responsabilité pénale des membres du Gouvernement	266
§ 1 – La responsabilité pénale pour les actes extérieurs aux fonctions ministérielles	266
§ 2 – La responsabilité pénale pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions ministérielles	267
Section V	
La composition du Gouvernement	271
§ 1 – Les ministres d'État	271
§ 2 – Les ministres ordinaires	271
§ 3 – Les ministres délégués	271
§ 4 – Les secrétaires d'État	272
Section VI	
Les formations gouvernementales	272
§ 1 – Le Conseil des ministres	272
§ 2 – Les conseils restreints	273
§ 3 – Les conseils de cabinet	274
§ 4 – Les comités interministériels	274
Section VII	
Les cabinets ministériels	278
Chapitre 5	
Les pouvoirs du Gouvernement	283
Section I	
Les pouvoirs du Premier ministre	284
§ 1 – Le Premier ministre est le chef du Gouvernement	284
§ 2 – Le pouvoir de proposition du Premier ministre	284
§ 3 – Les avis donnés par le Premier ministre au président de la République	284
§ 4 – Le Premier ministre, suppléant du président de la République	285

§ 5 – Le pouvoir réglementaire	285
§ 6 – Le pouvoir de saisir le Conseil constitutionnel	285
§ 7 – Le pouvoir de nomination	285
§ 8 – La responsabilité de la Défense nationale	286
§ 9 – Les pouvoirs du Premier ministre vis-à-vis des assemblées parlementaires	286
Section II	
Les pouvoirs du Gouvernement	287
§ 1 – La détermination et la conduite de la politique de la nation	287
§ 2 – Le pouvoir de disposer de l’administration et de la force armée	287
§ 3 – Les pouvoirs du Gouvernement vis-à-vis du Parlement	288
§ 4 – Le pouvoir de légiférer par ordonnance	289
§ 5 – Le pouvoir de proposition	291
§ 6 – Les pouvoirs de crise	291
Chapitre 6	
Le Parlement	293
Section I	
La composition du Parlement	294
§ 1 – L’Assemblée nationale	294
§ 2 – Le Sénat	294
§ 3 – Le débat sur la réduction du nombre de parlementaires	296
Section II	
Le statut des parlementaires	298
§ 1 – Les incompatibilités parlementaires	298
§ 2 – Les immunités parlementaires	299
§ 3 – L’indemnité parlementaire	299
§ 4 – Les obligations en matière de transparence et de déontologie	300
Section III	
L’organisation du Parlement	305
§ 1 – Les organes des assemblées parlementaires	305
§ 2 – Les réunions du Parlement	312
Section IV	
La fonction législative du Parlement	314
§ 1 – Le domaine de la loi	314
§ 2 – La jurisprudence du Conseil constitutionnel	315
§ 3 – L’inflation législative	318

§ 4 – L'influence de l'Union européenne sur la loi française	319
§ 5 – La procédure législative ordinaire	320
§ 6 – Les procédures législatives spéciales	325
Chapitre 7	
Le contrôle parlementaire	331
Section I	
Les commissions d'enquête parlementaires	331
Section II	
Les déclarations du Gouvernement devant les Assemblées	333
Section III	
Les résolutions	334
Section IV	
Les questions parlementaires	336
§ 1 – Les questions écrites	336
§ 2 – Les questions orales	336
§ 3 – Les questions au Gouvernement	337
Section V	
Le contrôle parlementaire de la politique européenne	337
§ 1 – Les commissions parlementaires chargées des affaires européennes	337
§ 2 – Le contrôle parlementaire du principe de subsidiarité	338
§ 3 – Les résolutions européennes	338
Section VI	
Le contrôle parlementaire sur l'envoi de forces armées	339
Section VII	
L'approbation par le Sénat d'une déclaration de politique générale (art. 49 alinéa 4, Const.)	339
Section VIII	
La mise en jeu de la responsabilité politique du Gouvernement	340
§ 1 – La question de confiance (art. 49 alinéa 1, Const.)	340
§ 2 – La motion de censure (art. 49 alinéa 2, Const.)	341
§ 3 – L'engagement de responsabilité sur le vote d'un texte (art. 49 alinéa 3, Const.)	343
Section IX	
L'évaluation et le contrôle des politiques publiques	344

Chapitre 8	
Le Conseil constitutionnel	347
Section I	
La composition du Conseil constitutionnel	348
§ 1 – Les membres de droit	348
§ 2 – Les membres nommés	348
§ 3 – Le président du Conseil constitutionnel	349
Section II	
Le statut des membres du Conseil constitutionnel	350
§ 1 – Les incompatibilités	350
§ 2 – Les obligations	351
Section III	
Les normes constitutionnelles de référence :	
le bloc de constitutionnalité	351
§ 1 – Les éléments du bloc de constitutionnalité	352
§ 2 – Les éléments n'appartenant pas au bloc de constitutionnalité	355
§ 3 – Le bloc de constitutionnalité et les contrôles <i>a priori et a posteriori</i>	357
Section IV	
Les compétences du Conseil constitutionnel	357
§ 1 – Le contrôle de la répartition des compétences entre le législateur et le pouvoir réglementaire	358
§ 2 – Le contrôle des lois organiques et des règlements des assemblées parlementaires	360
§ 3 – Le contrôle des lois ordinaires	360
§ 4 – Le contrôle des engagements internationaux	368
§ 5 – Les autres compétences du Conseil constitutionnel	371
Section V	
L'autorité des décisions du Conseil constitutionnel	375
Section VI	
Les critiques adressées au Conseil constitutionnel	376

Chapitre 9	
Les autres organes constitutionnels	379
Section I	
Le Conseil économique social et environnemental (CESE)	379
§ 1 – Le CESE, une institution ancienne	380
§ 2 – La composition du CESE	381
§ 3 – L'organisation du CESE	382
§ 4 – Les fonctions du CESE	382
Section II	
Le Défenseur des droits	383
§ 1 – Le statut du Défenseur des droits	384
§ 2 – La structure du Défenseur des droits	384
§ 3 – La saisine du Défenseur des droits	385
§ 4 – Les missions du défenseur des droits	385
§ 5 – Les pouvoirs du défenseur des droits	386
§ 6 – Le défenseur des droits et les autres institutions	386
Section III	
Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM)	387
§ 1 – La composition et l'organisation du CSM	387
§ 2 – Les compétences du CSM	389
§ 3 – La saisine du CSM par les justiciables	391
Bibliographie	393